

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# « La vie, la santé, l'amour sont précaires. Pourquoi le travail ne le serait-il pas ? »

- Livres, films... -

Date de mise en ligne : lundi 18 septembre 2006

---

Démocratie & Socialisme

---

**Parution le 5 octobre 2006 en librairie, accessible à l'université d'été de FM-D&S à Cuincy (Nord) les 29, 30 sept et 1er octobre 2006.**

CPE et CNE étaient deux arbres qui cachait la forêt de la réécriture des 3 851 articles du Code du travail prévue par M. de Villepin.

Une commission travaillait depuis août 2005 pour refondre totalement les 9 « livres » du Code en 38 chapitres différents, touchant aussi bien à la doctrine (la nature du contrat, le CDI, le droit du licenciement...) qu'aux détails des droits eux-mêmes dans toutes les branches et métiers. Il était prévu que des « ordonnances » seraient votées pour instaurer le « nouveau » Code en mai 2006. Le magnifique mouvement social de février- avril semble avoir différé ces « ordonnances » mais pour combien de temps ?

Le CPE a été retiré mais qu'en est-il des autres attaques contre le droit social ? Nicolas Sarkozy, qui appelle « à la rupture », ne cesse de proclamer qu'il est favorable à cette destruction de 120 ans d'acquis sociaux. L'Ocde reproche au gouvernement français d'avoir cédé à des « groupes de pression vociférants » qui auraient empêché de flexibiliser le travail. Le Medef, lui, reprochait au CPE de ne pas aller assez loin dans la remise en cause du CDI... Des rapports multiples (De Virville, Medef, Afep, Ethic...) prônent la précarisation de tous les contrats salariés.

« La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? » explique Laurence Parisot, successeur du baron Seillière à la tête du Medef. Elle recommande la « collaboration » à la place de la « subordination », la « séparabilité » à la place du licenciement, le « contrat d'objectif de 5 ans » à la place du CDI, « l'employabilité » à la place du droit à l'emploi, le « contrat de gré à gré » à la place du contrat collectif.

Cette « rupture » avec notre droit social aura-t-elle lieu ? Le droit du travail est un droit intime : il concerne 16 millions de salariés du privé dans ce qu'il y a de plus fondamental de leur vie quotidienne, leur activité professionnelle, même lorsqu'ils ne le savent pas. C'est un droit peu enseigné, peu connu, mais c'est un droit décisif au point de mettre des millions de travailleurs et de jeunes dans la rue. Il a secoué toute la société française autour du CPE et du CNE... et ce n'est pas fini !

Ce livre exceptionnel fait l'inventaire des questions de droit du travail qui ont mobilisé la France de février à avril 2006 et pourraient la mobiliser encore - à tout moment.

*Gérard Filoche est inspecteur du travail depuis 1985. Militant syndical et politique, il a écrit plusieurs essais dont "On achève bien... les inspecteurs du travail", paru en décembre 2004 chez Jean-Claude Gawsewitch Éditeur.*

---

## Quatrième de couverture

"La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?" proclame Mme Laurence Parisot, présidente du Medef. Nicolas Sarkozy est ovationné par le Medef lorsqu'il défend une "rupture" avec le "modèle social français". Ensemble ils veulent mettre bas le droit du travail, généraliser la précarité. Mme Parisot veut même changer l'article 34 de la Constitution française pour enlever aux élus du peuple le pouvoir de légiférer souverainement sur le droit du travail et la protection sociale. Elle défend un système corporatiste où domineraient employeurs et actionnaires, au détriment des salariés.

Ce livre enquête sur la déconstruction de 150 ans d'histoire républicaine et sociale de notre pays depuis que le Medef, selon ses propres termes, à nommé "des tueurs" à sa tête pour "mener la guerre aux 35 h". Avec l'instauration du Cne (Contrat nouvelle embauche où l'on peut licencier sans motif), le rétablissement de l'apprentissage pour les jeunes à 14 ans, et du travail de nuit et du dimanche à 15 ans, MM. de Villepin et Larcher avaient mis en chantier la réécriture des 3851 articles du Code, croyant pouvoir faire adopter un nouveau Code, à droits très allégés, par ordonnances...en mai-juin 2006. Leurs buts ? Mettre à mal le Cdi, le droit du licenciement, la durée légale du travail, le droit de grève, les droits syndicaux, l'inspection du travail...

Mais la formidable mobilisation unitaire des jeunes et des salariés appuyée par une écrasante majorité de l'opinion, contre le Cpe, au printemps 2006, les a mis en échec. Ils ont reporté ce projet de "brûler" notre Code du travail après la présidentielle. Si la droite avec Nicolas Sarkozy gagnait en 2007, communautarisme et corporatisme seraient les deux mamelles de "la France d'après".

A tous les citoyens de découvrir et de mesurer l'ampleur de la menace qu'ils représentent. A la gauche de défendre avec force une alternative pour les en empêcher.

Gérard Filoche, socialiste, syndicaliste, inspecteur du travail, publie là son quinzième livre, plus percutant que jamais.